



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Décembre 2016

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie

Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

Sommaire

POLITIQUES AGRICOLES.....	2
TRAVAIL - FORMATION.....	4
CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	7
OUTRE-MER.....	7
COLLOQUES.....	9
OUVRAGES.....	11
PORTRAIT.....	14
BRÈVES.....	15
ÉVÉNEMENTS À VENIR.....	22

POLITIQUES AGRICOLES

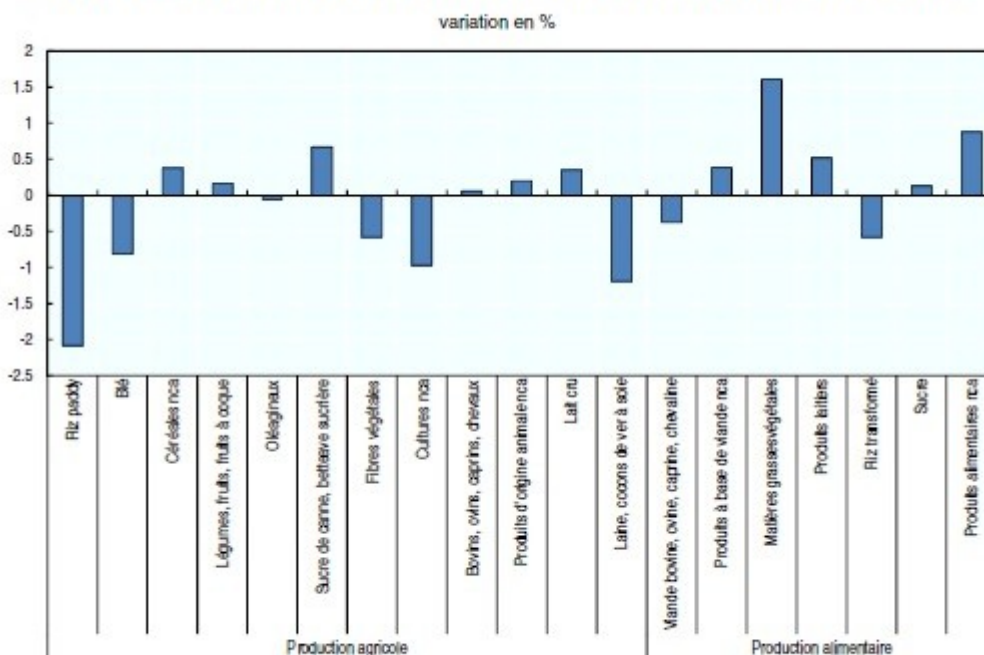
Évolution des politiques internationales et réformes multilatérales

L'OCDE a récemment publié une étude sur l'évolution des politiques agricoles dans le monde, depuis le début du cycle de Doha en 2001, et sur leurs impacts sur l'agriculture mondiale. En quinze ans, la production agricole mondiale a significativement augmenté, les échanges se sont accrus et les prix ont repris une tendance haussière assortie d'une forte volatilité jusqu'à 2010. Dans ce contexte, des politiques de protection des marchés intérieurs ont émergé dans de nombreux pays, notamment des restrictions aux exportations.

Cette étude de l'OCDE synthétise la littérature internationale et quantifie les impacts des politiques agricoles sur la production, les échanges et la consommation, au moyen de différents scénarios originaux d'évolution. Dans ce cadre, seules les politiques commerciales et de soutien domestique (subventions) sont prises en compte.

Quatre scénarios politiques sont étudiés et comparés à la situation actuelle : 1) une suppression de toutes politiques agricoles et commerciales, 2) un retrait partiel de celles-ci dans tous les pays, 3) un retrait partiel dans un certain nombre de pays développés, et 4) une augmentation des droits de douane et du soutien interne par des grands pays producteurs émergents, reflétant la tendance à l'œuvre ces dernières années. Les modèles METRO et AGLINK-COSIMO sont utilisés pour estimer l'impact de ces hypothèses sur les prix mondiaux et l'intensité des flux commerciaux.

Graphique 3.3. Effets de l'abandon des politiques actuelles sur la production mondiale, selon les secteurs



Source : Estimations du modèle METRO.

Source : OCDE

Parmi les résultats obtenus, l'étude relève que les politiques actuelles entravent les flux commerciaux, mais ont un impact légèrement positif sur la production agricole mondiale (+0,1%), tout en limitant la diversité de produits alimentaires disponibles (-0,7%). Leur suppression (scénario 1) impacterait en revanche la répartition géographique de la production, au bénéfice des pays disposant d'une action politique aujourd'hui limitée (par exemple l'Australie et la Nouvelle-

Zélande), et élargirait l'éventail de produits alimentaires disponibles (cf. graphique ci-dessus). Le scénario 4, quant à lui, contraindrait la production agricole mondiale en limitant notamment la progression du secteur animal au profit du secteur végétal.

Barthélemy Lanos, Centre d'études et de prospective

Source : OCDE

<http://www.oecd.org/trade/evolving-agricultural-policies-and-markets-9789264264991-en.htm>

Lait : un rapport optimiste fait le point sur le potentiel à l'export des États-Unis

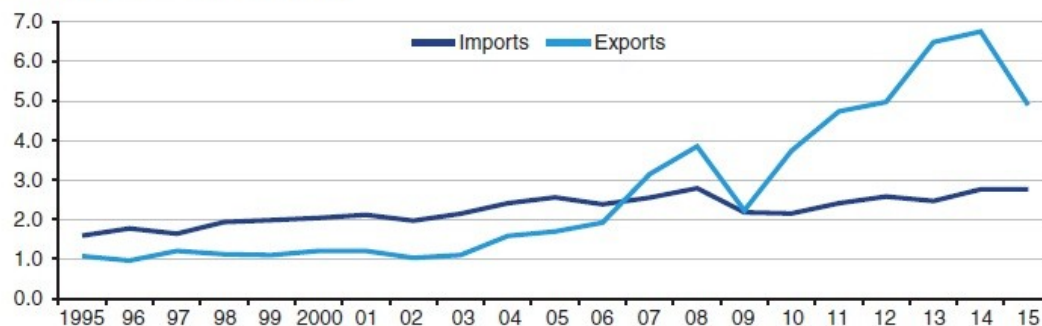
L'*Economic Research Service* de l'USDA a publié récemment un document faisant le point sur le secteur du lait et la place des États-Unis dans les marchés mondiaux des produits laitiers. Ce rapport commence par une synthèse réussie des politiques agricoles des différents pays et de la situation du secteur depuis une décennie. Puis sont rappelées les conditions de la montée en puissance récente des exportateurs américains (voir figure ci-dessous), laquelle fait suite à un accroissement important de la demande asiatique et à des accords commerciaux avec l'Union européenne. Les auteurs continuent par l'analyse du potentiel des différents pays concurrents dans les prochaines années.

Evolution en valeur des importations et exportations américaines de produits laitiers depuis 1995

Figure 9

U.S. dairy Import and export values

Constant 2015 U.S. dollars in billions



Sources: Global Trade Atlas, U.S. Bureau of Labor Statistics.

Source : USDA

Dans la partie conclusive, les auteurs présentent des projections de l'USDA qui anticipent une poursuite de l'accroissement de la demande mondiale à moyen terme. Ces nouvelles parts de marché seraient en mesure d'absorber une augmentation régulière de la production américaine, dont le lait resterait compétitif grâce à une productivité par vache largement améliorée. En 2025, les exportations grimperaient de 55 % par rapport à 2015. Aussi, malgré une demande chinoise qui conserve une certaine imprévisibilité, et les concurrences néo-zélandaise et européenne, qui présentent des potentiels de croissance relativement importants, le lait américain aurait de beaux jours devant lui. Selon les auteurs, la concurrence serait limitée : en effet, les Européens devront composer avec de forts coûts de production, les Néo-Zélandais et leur système à l'herbe manqueront de terres, tandis que les Australiens seront limités par des sécheresses à répétition. Enfin, les accords commerciaux transpacifique et transatlantique négociés par les États-Unis seraient particulièrement bénéfiques à la compétitivité des éleveurs américains : les baisses des

droits de douane permettraient un accès à des parts de marché très importantes.

Toutefois, il convient de préciser ici que le changement de président aux États-Unis pourrait remettre en question la signature de nombreux accords commerciaux, tant bilatéraux que régionaux.

Alexis Grandjean, Centre d'études et de prospective

Source : USDA

<https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/ldpm27001%5Cldpm-270-01.pdf>

TRAVAIL - FORMATION

Numérisation, digitalisation, robotisation, uberisation : la révolution du travail

Comment travaillerons-nous demain ? Et quels seront les impacts sur notre santé ? L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) s'est livré à un exercice prospectif large, pour dessiner les différents contours que pourrait prendre le travail en 2040, et les conséquences en matière de santé et de sécurité. Ces résultats ont été présentés lors d'un [colloque](#) organisé le 23 novembre dernier.



L'exercice couvre l'ensemble des secteurs économiques, parmi lesquels l'agriculture occupe une place singulière. En effet, par sa démographie mais également son organisation, et les missions qui lui sont assignées (productrice de matières premières et de services), elle a fortement influé sur les autres secteurs économiques.

Les résultats sont déclinés en cinq enjeux structurants pour imaginer le travail de demain : les types et modes de production, l'[automatisation et la robotisation](#), le retour du local, les [formes de travail](#), les [rythmes de travail](#). Le rapport met ainsi en avant la dualisation probable de l'agriculture, entre la croissance de très grandes exploitations et le maintien d'exploitations à « taille humaine », répondant à la demande de certains consommateurs. Il identifie également le développement de [nouvelles formes de mutualisation](#). Si le recours à la robotique et à l'automatisation permet aux grandes exploitations d'accroître la productivité par personne, le déploiement de robots d'assistance pour réduire la pénibilité des travaux en agriculture biologique, même sur des surfaces plus petites (maraîchage par exemple), doit aussi être envisagé.

La France, « pays où il fait bon vivre et manger », pourrait notamment capitaliser sur cette image, largement liée aux terroirs agricoles et à leurs productions, et développer plus encore son offre de services (tourisme, santé, environnement) au plan international. La prospective s'interroge de plus sur le [rapport accru au local](#), suivant ainsi l'exemple de l'agriculture, dans une valorisation par les consommateurs du lien aux territoires et aux producteurs.

Enfin, les formes de travail sont appelées à évoluer sensiblement : place du salariat, télétravail, plateformes, etc. C'est probablement dans ce domaine que les incertitudes sont les plus fortes. En agriculture, confrontée à une baisse continue du nombre d'exploitants, le recours aux interventions extérieures à la main-d'œuvre familiale a vocation à augmenter : salariat, prestations de services par des entreprises ou des indépendants.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : INRS

<http://www.inrs.fr/dms/inrs/PDF/prospective-2016/synthese-sante-travail2040.pdf>

Manières d'être employeur dans les PME bio et forestières

L'agriculture et la forêt sont de plus en plus retenues comme terrains d'étude par des sociologues intéressés par les rapports employeurs-employés dans les professions indépendantes. En attestent deux publications récentes.

Dans la revue *Sociologie du travail*, Madlyne Samak (CNRS) rend compte d'une enquête auprès de maraîchers bio des Alpes-Maritimes, réalisée dans le cadre de sa thèse. Elle décrit des pratiques d'emploi « à la frontière du marchand et du non marchand ». Elle rappelle notamment que le recours au « coup de main » de la famille, des amis, des voyageurs pratiquant le *Wwoofing*, etc., pour « les aider à désherber, récolter, et entretenir les cultures » est parfois difficile à distinguer du « travail au noir ».

Mais le hiatus entre les idéaux des agriculteurs enquêtés – « une sympathie marquée pour les idées écologistes et altermondialistes », voire anticapitalistes –, et certaines « pratiques d'emploi » pose à ces exploitants des questions de cohérence idéologique. L'implication dans des groupes de producteurs et le jugement des pairs « produisent parfois des effets de politisation, qui conduisent les exploitants à modérer leur recours au précaire », et notamment aux contrats de travailleurs saisonniers étrangers. Mais pour les plus petits exploitants, dans un contexte économique très contraint, à la limite d'une situation de survie, « la solidarité et l'entraide constituent finalement les seules ressources mobilisables ». Ceux-ci essaient de compenser l'incapacité à rémunérer les « coups de main » par un investissement relationnel plus fort avec les travailleurs bénévoles (amitié, aide pour leur propre projet d'installation, etc.).

Dans la revue *Genèses*, Julien Gros (université Paris-Dauphine) s'intéresse aux relations d'emploi dans une PME forestière. Ici aussi, le patron s'appuie sur l'amitié ou, en tout cas, sur « l'entretien d'une certaine forme de proximité sociale malgré l'existence de rapports de subordination ». Mais l'auteur montre comment le paternalisme et « les formes de domination personnalisées à l'œuvre dans les rapports sociaux au sein de l'entreprise se recomposent à mesure de la formation d'une lignée patronale » (transmission au fils) « et de son éloignement progressif des travailleurs qu'elle dirige ».

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Sources :

Sociologie du travail

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S003802961630067X>

Genèses

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=GEN_105_0097

Savoirs multi-référencés : la formation à l'épreuve des controverses



La mise en œuvre de la transition écologique s'appuie sur la formation comme moyen d'acquérir ou de développer les compétences idoines, tant pour les futurs professionnels (enseignement professionnel initial) que pour les actifs (formation continue). Les « compétences vertes » sont actuellement au cœur des préoccupations en matière de politique de formation et d'emploi : la revue *Formation emploi* du Céreq y consacre son dernier numéro.

L'[un des articles](#) dresse un premier bilan de la mise en œuvre de la politique agro-écologique dans les lycées agricoles : comment se traduisent concrètement, sur le terrain, les nouvelles dispositions relatives au « produire autrement » ? Comment se confrontent les discours et les pratiques, au cours de la formation initiale d'élèves en bac professionnel, que ce soit au sein du lycée ou dans le cadre des stages ?

Prenant appui sur des enquêtes de terrain auprès des enseignants, des tuteurs et des élèves, à la fois dans les classes, les exploitations agricoles des lycées et à l'occasion des stages, la recherche présentée s'intéresse à la traduction de l'injonction de réduction de l'utilisation des pesticides, au sein du système de formation : conduisant à des ruptures conceptuelles et techniques par rapport aux pratiques conventionnelles en grandes cultures, « produire autrement » interroge ainsi en profondeur les pédagogies mises en œuvre, mais également les interactions entre les lycées agricoles (et les lycéens) et leur environnement (familles et professionnels).

Demandant à l'agriculteur en devenir de s'adapter aux conditions de production, dans une prise en compte systémique de l'exploitation, cet article montre qu'il ne s'agit plus de dispenser des « savoirs » techniques mais plutôt d'accompagner les jeunes dans l'appréhension des débats techniques en cours. Les auteurs pointent cependant le risque de la disqualification des savoirs agro-écologiques, dans leur confrontation avec les pratiques professionnelles, et la nécessité de lier, pendant la formation, les connaissances acquises au sein des établissements et les pratiques observées en stage ou dans le cadre familial.

À noter également, dans ce numéro, la [présentation](#) d'une recherche exploratoire (analyse lexicale des offres de formation sur le web) sur le thème de la biomasse, visant à analyser la contribution des formations à l'appréhension des controverses et donc à leur diffusion auprès des professionnels, condition d'une fluidité accrue de l'évolution des pratiques.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : *Formation emploi*

<https://www.cairn.info/revue-formation-emploi-2016-3.htm>

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Changement climatique et pertes de carbone par les sols français

La revue *Scientific Reports* a publié au mois de novembre dernier une estimation des pertes de carbone organique des sols en France à l'horizon 2100. Partant du constat que les principaux travaux disponibles se situent aux échelles mondiale ou européenne, cinq chercheurs ont réalisé des cartes avec un niveau de résolution de l'ordre de 250 mètres. Pour obtenir ce résultat, ils recourent :

- aux scénarios d'émissions de gaz à effet de serre du GIEC (B1, A1B, A2 – plus d'information disponible [ici](#)), avec une descente d'échelle permettant d'obtenir des informations sur la pluviométrie et la température à un niveau désagrégé pour la fin du XXI^e siècle ;
- à un scénario *business as usual* pour les changements d'usages des sols, avec un focus sur cinq catégories (zones urbanisées, terres arables, prairies, forêts, vignobles/vergers) ; il repose sur les tendances observées entre 1990 et 2000 à partir de la [base de données CORINE land cover](#).

Ils utilisent alors ces scénarios pour calculer l'évolution du carbone organique des sols français sur les trente premiers centimètres, à partir d'un modèle nécessitant des données d'entrée telles que le type de sols, les usages et pratiques ainsi que le climat.

À partir de cette méthode, les auteurs concluent que le changement climatique contribuera environ 10 fois plus aux pertes de carbone organique dans les sols que les changements d'usage des terres. Cette diminution serait comprise entre 774 et 1 221 millions de tonnes à l'horizon 2100, soit entre 20 et 30 % du stock de carbone de 1990. Dans l'absolu, la variation de stock est la plus importante dans les régions humides (Ouest, Sud-Ouest de la France et régions montagneuses). Côté changement d'usage des sols, les conversions de prairies et de forêts en cultures sont les plus grandes sources de pertes. La publication souligne également certaines limites. Par exemple, le rôle de stockage de carbone par la biomasse (production primaire nette) n'est pas pris en compte du fait de l'incertitude associée, ce qui conduirait à une surestimation des pertes.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : *Scientific Reports*
<http://www.nature.com/articles/srep35798>

OUTRE-MER

Pas d'avenir pour les agricultures des Outre-mer sans une adaptation des normes européennes

« Garantir la cohérence des politiques agricole, sanitaire et commerciale de l'Union européenne, conformément à l'article 207 du [TFUE](#) », est une nécessité, estime le Sénat dans la résolution adoptée le 22 novembre sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques ([RUP](#)). Cette résolution, émise à la suite d'un rapport d'information en date du 7 juillet portant sur l'impact des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des Outre-mer, se décline en trois volets :

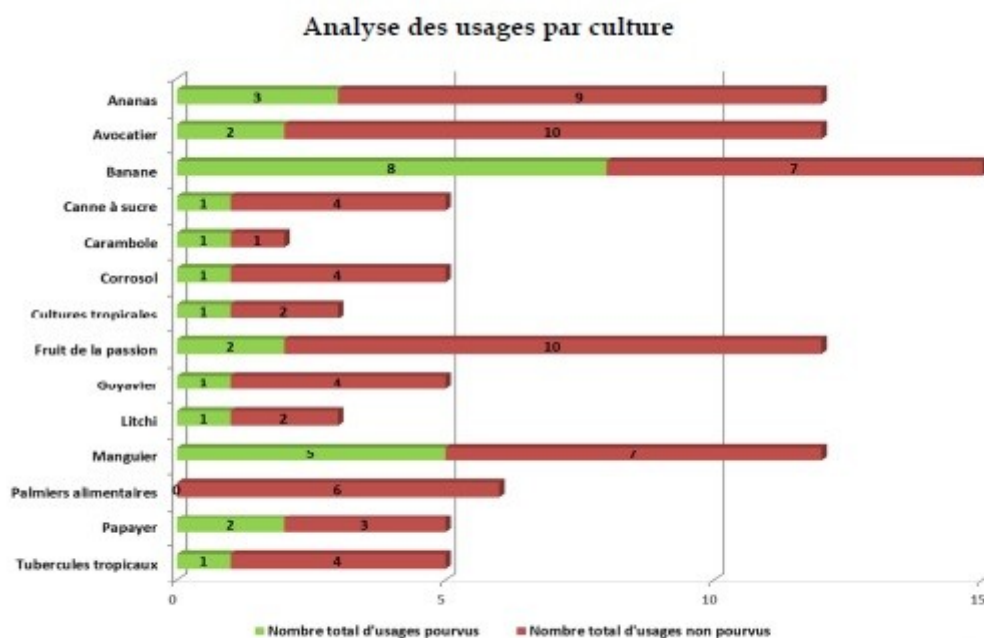
- l'un, relatif aux normes agricoles européennes, préconise de les « acclimater », ainsi que les procédures d'homologation des produits de traitement, aux caractéristiques des productions en

milieu tropical (conditions pédo-climatiques spécifiques, fortes pressions de maladies et de ravageurs) ;

- un autre, portant sur les accords commerciaux de l'UE avec des pays tiers, recommande la mise en œuvre quasi-automatique des mécanismes de défense prévus par ces accords (notamment dans les secteurs de la banane, du sucre et du rhum) et la réalisation systématique d'études d'impacts préalables sur les RUP ;

- le troisième, sur les stratégies de labellisation, incite à développer une production de qualité en Outre-mer, avec notamment la production biologique comme voie d'avenir possible.

Le rapport d'information souligne à la fois des défauts dans les procédures d'homologation des produits phytopharmaceutiques, et des lacunes dans les systèmes de contrôle des importations, au détriment des régions ultramarines soumises à la forte concurrence des pays tiers. Ainsi, seulement 29 % des usages phytosanitaires sur les cultures tropicales sont couverts dans les départements d'Outre-mer, tandis que la moyenne nationale est d'environ 80 % (cf. figure ci-dessous), et ce alors que les pays-tiers concurrents disposent d'une gamme plus large de pesticides. A titre d'exemple, il est indiqué que les producteurs de bananes aux Antilles disposent de deux produits autorisés pour lutter contre la cercosporiose noire, avec 7 traitements par an, alors que leurs concurrents africains et sud-américains peuvent utiliser une cinquantaine de produits, avec un nombre de traitements annuels allant de 40 à 65 (voir à ce sujet une [Analyse](#) du CEP).



Source : document IT2 - Préparation du bilan d'étape des actions relatives à la protection des cultures tropicales

Source : Sénat

Christine Cardinet, Centre d'études et de prospective

Source : Sénat

<http://www.senat.fr/leg/tas16-026.html>

<https://www.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-775-notice.html>

COLLOQUES

Colloque « "Tais-toi et mange !" : restaurer la confiance face aux inquiétudes et mouvements anti »



Le 22 novembre, l'Observatoire Cniel des Habitudes Alimentaires (Ocha) organisait, en partenariat avec l'association [Stratégie et communication collectives](#), un colloque consacré aux inquiétudes des consommateurs et à la confiance. À cette occasion, J.-P. Poulain a présenté les [résultats de l'étude « Inquiétudes »](#), conduite par l'Ocha, l'université de Toulouse et le Crédoc. Menée en population générale et portant sur des familles de produits, cette étude s'est intéressée aux inquiétudes des individus, le terme « inquiétude » ayant été préféré à celui de « risque », trop resserré sur la problématique sanitaire. Intervenant après deux enquêtes réalisées en 2009-2010 et 2013, les résultats décrivent des évolutions intéressantes, parmi lesquelles :

- une diminution légère des inquiétudes en 2016, alors qu'elles croissaient précédemment ;
- une évolution de leur champ : augmentation des inquiétudes concernant l'utilisation de la chimie et des biotechnologies dans les productions ; croissance également pour la présence d'additifs et conservateurs et la composition des produits transformés ; extension des préoccupations sur le bien-être animal à tous les produits d'origine animale (et plus uniquement pour les produits carnés). Au-delà de ces résultats, pour J.-P. Poulain, il apparaît nécessaire de reconsidérer les inquiétudes comme légitimes, constantes, et donc de travailler les réponses à y apporter et reformuler le dialogue entre les acteurs de la filière, les consommateurs et les autres parties prenantes de l'arène sociale.

Ce colloque comportait aussi plusieurs tables rondes et conférences. On peut notamment retenir l'intervention de J. Raude (EHESP, IRD), intitulée « La santé publique à l'épreuve des processus d'autonomisation individuelle : regards croisés sur l'alimentation et la vaccination », anti-vaccination et lactophobie étant des mouvements proches en France. J. Raude a en particulier mis en avant plusieurs évolutions intéressantes : diminution forte de la culture scientifique de la population depuis une vingtaine d'années, persistance de théories médicales naïves, construction de la représentation des risques à travers les réseaux sociaux (bulles cognitives) et l'exposition à l'information médiatique. La transformation du « marché » de l'information est ainsi un point important : diminution des filtres, du contrôle de la qualité ; baisse de la confiance dans les acteurs institutionnels ; basculement « quasi-générationnel », une part très importante des jeunes faisant confiance aux informations en ligne.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Lien : OCHA

<http://www.lemangeur-ocha.com/evenement/colloque-ocha-tais-toi-et-mange/>

Antibiorésistances : les défis des pays de l'hémisphère sud

Les problématiques de santé animale liées aux antibiorésistances, dans les pays de l'hémisphère sud, ont fait l'objet d'une attention particulière lors des Rencontres scientifiques de l'Anses consacrées, le 16 novembre, au thème « Antibiorésistance en santé animale et dans l'environnement ». Selon une [représentante du CIRAD](#), M. Peyre, l'augmentation de la consommation de protéines animales dans les grands pays émergents (Chine, Brésil, Inde et Russie) pourrait conduire à y doubler, d'ici 2030, le recours aux antibiotiques en élevage. Au-delà de cette seule donnée quantitative, l'intervenante a rappelé que les normes et règles sanitaires moins strictes dans certaines zones (Asie du Sud-Est, Afrique) induisaient des risques accrus. Il existe ainsi des *hotspots* (ou points chauds) mondiaux en matière d'antibiorésistance, notamment mis en évidence dans un [rapport](#) publié cette année.

Cet exposé a rappelé que, comme dans les pays développés, les risques liés à l'utilisation des antibiotiques en santé animale, dans les pays du Sud, sont associés à une utilisation excessive mais également inadaptée (temps de traitement trop court, sous-dosage, non respect du temps d'attente). Cette utilisation peut être aggravée par l'existence de médicaments de contrefaçon et par le recours aux antibiotiques comme facteurs de croissance, une pratique toujours autorisée en Asie. Dans le même temps, des travaux sur les facteurs de risque se déploient dans ces pays. Au Vietnam, le réseau [GREASE](#), auquel participent le Cirad et l'Anses, et qui réunit scientifiques, instances décisionnelles et professionnels, développe des outils et méthodes pour surveiller les antibiorésistances à l'interface homme-animal. Le réseau a ainsi mis en place une surveillance spécifique de l'influenza aviaire H5N1, via le projet [REVASIA](#).

Localisation des principaux partenaires du réseau GREASE



Source : [GREASE](#)

M. Peyre a également mis en avant la participation du Cirad à des [travaux](#) sur des filières importantes localement et notamment l'élevage aquacole, dont les incidences sur le développement d'antibiorésistances peuvent être importantes. En atteste une [analyse](#) menée sur la présence de résidus d'antibiotiques dans le poisson et la crevette produits dans les fermes d'eau douce au Vietnam. Un quart des produits mis en vente sur un marché local présenterait des résidus d'antibiotiques, de type fluoroquinolones ou tétracyclines, ce qui serait signe d'un non respect du temps d'attente entre le traitement et la consommation.

À l'échelon mondial, la mise en place de normes de bonnes pratiques, démarche menée par l'Organisation mondiale de la santé animale, est la voie privilégiée pour contrôler les risques de développement des antibiorésistances.

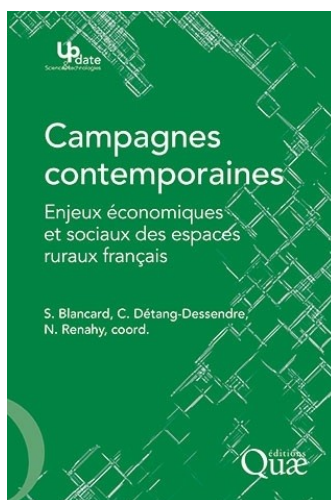
Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Lien : Anses

<https://www.anses.fr/fr/content/antibior%C3%A9sistance-en-sant%C3%A9-animale-et-dans-l'environnement>

OUVRAGES

Stéphane Blancard, Cécile Détang-Dessendre, Nicolas Renahy (coord.), *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Éditions Quæ, 2016, 162 pages



En raison du puissant héritage rural de la société française, nos campagnes bénéficient d'une attention particulière et d'une solide tradition de recherche. Leurs évolutions sont suivies de près par de nombreux spécialistes, tels ceux du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (CESAER-Inra) de Dijon, qui publient régulièrement (1998, 2002, 2009) des ouvrages collectifs faisant le point sur les connaissances acquises. Ce quatrième opus, associant sociologues, géographes et économistes, présente un large panorama d'analyses (réflexions théoriques, monographies de terrain, typologies, statistiques) et d'objets d'étude : population et modes de vie, mobilité, activités productives, monde agricole, institutions et politiques publiques, foncier, environnement, etc. En une douzaine de chapitres courts mais précis et informés, les auteurs dégagent les grandes dynamiques à l'œuvre, loin des visions trop souvent catastrophistes ou bucoliques attachées à ces espaces pudiquement dits de « faible densité ».

Très intéressante est la recherche quantitative de S. Legras, sur les déterminants de la localisation résidentielle des ménages. Elle montre que le « paysage vu depuis la maison » est, en complément du degré d'accessibilité aux services publics et à l'emploi, un exemple typique de bien commun environnemental contribuant à fixer le prix de l'immobilier. Elle décrit aussi l'impact direct

du climat, qui défavorise les implantations plus coûteuses en termes de temps, d'argent ou de fatigue (« effet verglas »), et avantage les latitudes clémentes aux aménités vertes (« effet barbecue »).

On retiendra également le chapitre de A. Barczak et M. Hilal, consacré à l'accès aux commerces et aux services. Distinguant les ressources « de proximité », « intermédiaires » et « supérieures », ils démontrent, en s'appuyant sur la « base permanente des équipements » de l'Insee, que les services publics (hôpital, gendarmerie, collège, contact postal) ont gardé la majorité de leurs implantations des années 1980, alors que d'autres prestataires, non dotés d'intérêt général, ont décliné : maçon, libraire, garage, banque, magasin de vêtements, etc.

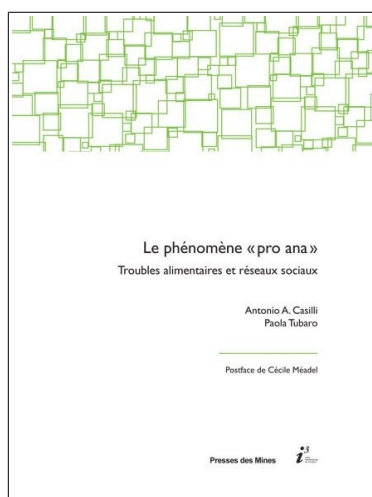
De leur côté, J. Mischi, N. Renahy et A. Diallo confirment statistiquement la surreprésentation des couches populaires (ouvriers, employés) dans les espaces ruraux, résultat d'une ségrégation spatiale due à la hausse du prix de l'immobilier qui rejette hors des villes les ménages modestes. Cette tendance concerne plus précisément les « bourgs ou pôles ruraux » (devenus les espaces les plus populaires sur l'ensemble du territoire national), les autres communes rurales comportant proportionnellement plus d'agriculteurs, d'artisans, de commerçants et chefs d'entreprises.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions Quæ

<http://www.quae.com/fr/r4931-campagnes-contemporaines.html>

Antonio Casilli, Paola Tubaro, *Le phénomène « pro ana ». Troubles alimentaires et réseaux sociaux*, Presses des Mines, 2016, 206 p.



De 2010 à 2012, le projet ANAMIA s'est intéressé aux troubles des conduites alimentaires, éclairant les dynamiques sociales et les usages technologiques propres à la communauté utilisant les sites web « pro-ana », « lieux de rencontre pour des personnes atteintes d'anorexie ou d'autres troubles alimentaires ». « Aboutissement d'un parcours scientifique et politique », l'ouvrage d'A. Casilli et P. Tubaro valorise les résultats de ce projet qui s'est appuyé sur des méthodes traditionnelles (questionnaires, entretiens en France et en Grande-Bretagne) et nouvelles (analyse des réseaux sociaux, statistique textuelle, modélisation informatique) : l'objectif était d'analyser tant les contenus des sites que les histoires de vie, au quotidien, des utilisateurs.

Après un rappel d'éléments généraux sur le « pro-ana » (partie 1) et les troubles alimentaires (partie 2), sont détaillés tour à tour l'étude des communautés web francophones (partie 3), les réseaux sociaux et les trajectoires des personnes (partie 4), les thématiques du corps, de la santé et de la « maigreur extrême » (partie 5), et enfin les questions relatives au système de santé (partie 6). Alors que le phénomène « pro-ana » est difficile à quantifier et suscite de nombreux amalgames (presse, sphère politique notamment), ces travaux battent en brèche plusieurs idées reçues. Les usagers de ces sites se caractérisent par une diversité de postures et d'attitudes. Leur fréquentation signe plus un « malaise profond, qu'une croyance perverse », et répond à la mise en place de « stratégies rationnelles » pour gérer au mieux le quotidien et les difficultés inhérentes aux troubles alimentaires : rompre la solitude, obtenir des renseignements, des encouragements dans les moments de détresse, comparer ses opinions et perceptions pour améliorer ses choix, limiter son exposition au jugement, à la pression sociale, au conformisme. Les individus jouent sur la taille et la densité de leurs réseaux personnels, séparant les contacts des espaces de discussion en ligne de leurs autres relations. Les manques dans l'offre médicale et la nécessité de développer des services en ligne sont également soulignés.

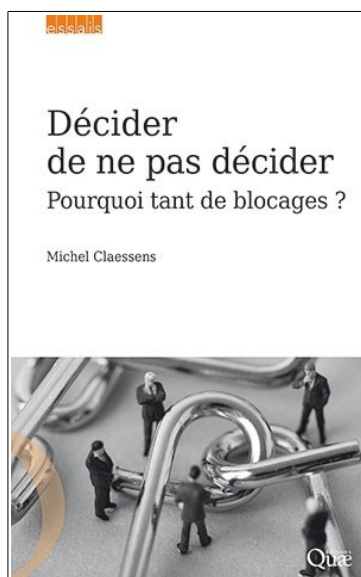
Plus largement, pour les auteurs, l'étude est révélatrice d'enjeux sociaux, scientifiques, politiques et culturels « qui résonnent » avec ceux de tous les mangeurs, usagers de technologies numériques, patients, citoyens. Cet ouvrage aborde ainsi tant la question des troubles alimentaires que celle du rôle que peuvent avoir les outils numériques notamment en matière d'alimentation et de sociabilité.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Lien : Presses des Mines

<http://www.pressesdesmines.com/le-phenomene-pro-ana.html>

Michel Claessens, *Décider de ne pas décider. Pourquoi tant de blocages ?*, Éditions Quæ, 2016, 130 pages



Les décideurs, et leurs décisions, sont glorifiés par les discours médiatiques, les organigrammes institutionnels et l'Histoire telle qu'on la raconte aux enfants. Il est pourtant de nombreux domaines qui sont régis par la non-décision et où l'inaction représente le stade suprême de l'exercice du pouvoir. C'est ce que montre cet ouvrage, en éclairant cette face cachée du

politique par de nombreux exemples actuels : OGM, changement climatique, zones inondables, protection de l'environnement, enjeux énergétiques, etc.

Pour Michel Claessens, trois types de laisser-faire sont à distinguer. Il y a d'abord les non-décisions négatives, résultant de frilosités politiques, de blocages administratifs, de cécité idéologique, de renoncements personnels, de peurs d'affronter les réactions des populations concernées. On trouve ensuite les non-décisions positives, en situation d'incertitude, de doute scientifique, de manque d'informations, qui traduisent la volonté précautionneuse d'éviter les erreurs et de se donner du temps. Il y a enfin les situations d'impossibilité décisionnelle, correspondant à des configurations critiques où les choix stratégiques sont nécessairement faits ailleurs, plus tard, par d'autres personnes ou organisations, ou par des interfaces informatiques. Dans chacun de ces cas, ne pas trancher et différer est plus souvent l'aboutissement d'un processus rationnel, foncièrement logique, bien pensé, que le résultat pathologique d'un concentré d'incompétences et de basses tactiques.

L'auteur explique que ces non-décisions ont toujours existé, qu'elles sont consubstantielles à la vie sociale. Mais il considère aussi qu'elles sont de plus en plus nombreuses et déterminantes, et ce pour plusieurs raisons : taille croissante des organisations, multiplication des parties prenantes et des sources d'informations, emprise grandissante des systèmes numériques et des robots experts, mondialisation des rapports sociaux, déferlement des innovations. Toutes ces tendances vont dans le sens d'une complexification des sociétés : les centres de gouvernance s'affaiblissent et la substance politique se diffuse dans une multitude de lieux, de canaux et d'acteurs. Les décisions se dissolvent en d'incessants ajustements, partenariats, négociations, marchandages, concertations, où tout le monde contrôle tout et où personne ne maîtrise rien. La décision à l'ancienne se fait rare, elle est remplacée par l'art de communiquer, érigé en méthode fondamentale de gestion des affaires publiques.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions Quæ

<http://www.quae.com/fr/r4971-decider-de-ne-pas-decider.html>

PORTRAIT

Le Food Climate Research Network (FCRN)



Créé en 2005 et basé à l'université d'Oxford (Environmental Change Institute), le Food Climate Research Network (FCRN) est un réseau interdisciplinaire et international consacré aux thématiques de l'alimentation, du climat et plus largement de la durabilité. Le FCRN est financé par le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), le [Oxford Martin Programme on the Future of Food](#) et la [fondation Esmée Fairbairn](#). L'objectif de ce réseau est d'encourager le dialogue et la pensée critique nécessaires à la construction d'une compréhension partagée et d'une action collective sur la durabilité des

systemes alimentaires. Il se declinent en trois axes :

- production, diffusion et communication de connaissances interdisciplinaires, precises et hors agenda ;
- proposition aux acteurs d'espaces de partage reels et virtuels ;
- promotion du dialogue sur les enjeux emergents et sujets a controverse, entre secteurs, disciplines et ideologies.

A cette fin, le FCRN developpe differents types d'action : des actions de communication, d'information, *via* son site Internet (avec en particulier une [bibliothèque](#) riche et interessante), sa [lettre d'information](#) hebdomadaire, des outils de mise en reseau (interviews d'acteurs, blog) ; des actions visant a organiser le dialogue entre acteurs (organisation de seminaires notamment) ; des publications (travaux de recherche, synthèses, etc.). Il s'appuie sur un [reseau de 14 000 membres](#), appartenant a 70 pays et relevant de secteurs varies (industrie agroalimentaire, ONG, institutions publiques, organismes academiques), et de disciplines et methodes diverses (nutrition humaine, analyse de cycle de vie, sciences du sol, etc.).

Au titre des publications du FCRN, on peut relever celle, en mai 2016, d'un [rapport](#) avec la FAO consacre a un etat des lieux de la prise en compte, dans les lignes directrices nationales sur la nutrition, des enjeux de sante et de durabilite. Plus recemment, vient d'etre mis en ligne un [rapport](#), redige avec la Food Foundation et s'appuyant sur une rencontre organisee en novembre, sur la thematique des indicateurs de regimes alimentaires sains et durables, appliquee a l'industrie alimentaire.

Julia Gassie, Centre d'etudes et de prospective

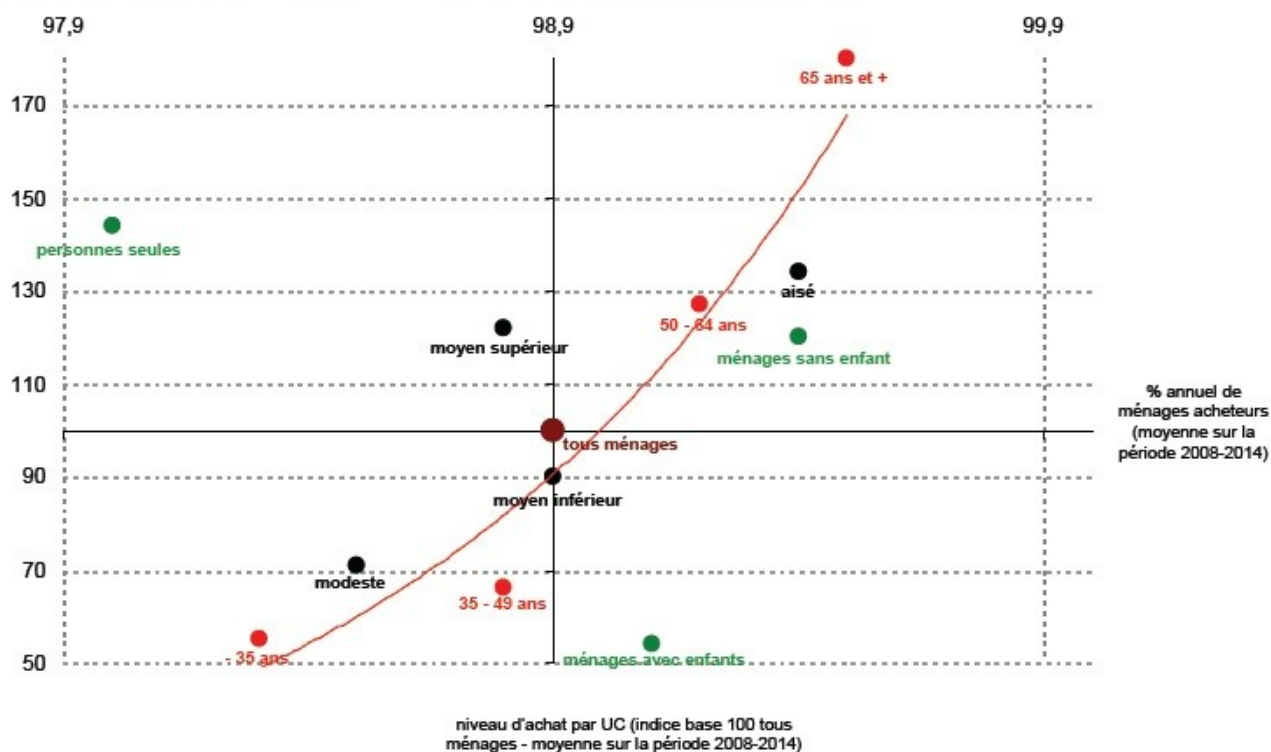
Lien : FCRN
<http://www.fcrn.org.uk/>

BRÈVES

Évolution de la consommation de desserts par les menages francais depuis 2008

Debut novembre, FranceAgriMer a mis en ligne, dans sa collection des *Syntheses*, un bilan de l'evolution de la consommation de desserts par les menages francais, de 2008 a 2014. Basee sur des donnees de panel (KANTAR Worldpanel) portant sur les achats pour la consommation a domicile (ceux en boulangerie et le « fait maison » n'etant pas inclus), cette analyse montre que la part des desserts dans le budget alimentaire total reste stable sur la periode etudiee, aux alentours de 17,5 %. Des ecartes importants se degagent entre produits, avec deux categories achetees par la quasi-totalite des menages : les fruits frais (28,6 % du budget des desserts) et l'ultra-frais (26,8 %). Ce document presente des analyses fines selon des caracteristiques des menages (composition, statut financier, age), declinées pour trois sous-univers de produits substituables : les produits a base de fruits, les desserts lactes, les autres desserts. Le graphique ci-dessous illustre des resultats obtenus pour la premiere categorie :

Graphique 3 - Dispersion des achats de fruits par critères sociodémographiques



Source : données Kantar Worldpanel – estimation FranceAgriMer (moyenne des indices de QAp 100 par UC calculée sur la période 2008-2014)

Source : FranceAgriMer

<http://www.franceagri.fr/Stockage-Actualites/Les-achats-de-desserts-par-les-menages-francais/%28filier%29/539/%28nodeActu%29/546>

Ouverture d'une base de données publiques sur l'alimentation en Suisse

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a annoncé, dans un communiqué de presse en date du 21 novembre, le lancement d'[OpenFood](#), « plateforme en ligne qui met à disposition du public des données sur plus de 14 000 aliments vendus en Suisse ». Accessibles par ordinateur et *smartphone*, ces informations sont destinées tant au grand public qu'aux chercheurs, aux journalistes ou encore au milieu médical. Il s'agit notamment de favoriser le développement de projets pour « imaginer les outils de demain dans le domaine de la nutrition » : une application permettant de scanner les codes-barres des produits et d'obtenir leurs composition et taux de sucre en est le premier exemple. La base de données pourra être complétée facilement par les utilisateurs.

Par ailleurs, l'EPFL accompagne cette base de données d'un autre site, [factfood](#), source d'informations sur la nutrition à destination des consommateurs, pour leur permettre de « distinguer le vrai du faux » et d'améliorer leurs connaissances.

Source : EPFL

https://documents.epfl.ch/groups/e/ep/epflmedia/www/20161121_openfood/CP_openfood.pdf

Signature d'un partenariat entre Unilever et l'Union végétarienne européenne

Début novembre, Unilever a annoncé avoir signé un partenariat avec l'European Vegetarian Union (EVU), dont l'objectif est de permettre l'apposition du V-label de l'association sur près de 500 produits du groupe dès la fin 2017. Ces produits, respectant la définition de l'alimentation végétarienne de l'EVU, pourront concerner les marques Hellman's, Flora ou encore Knorr. Pour Unilever, il s'agit, dans le cadre de son plan pour la durabilité (Unilever Sustainable Living Plan), de répondre aux attentes des consommateurs végétariens et flexitariens. Pour l'association, cet accord représente une étape importante par le nombre de produits concernés.

Sources : Unilever

<https://www.unilever.co.uk/news/press-releases/2016/unilever-forms-new-pioneering-partnership-with-the-european-vegetarian-union.html>

Food Navigator

<http://www.foodnavigator.com/Market-Trends/Unilever-to-add-vegetarian-logo-to-500-products>

Des « crédits carbone » pour les petits producteurs de lait

La FAO a publié en novembre dernier une méthodologie pour permettre aux petites exploitations productrices de lait d'accéder aux crédits carbone. Elle a bénéficié, dans le cadre des mécanismes pour un développement propre de l'ONU, de la certification par l'organisme [Gold Standard](#). Ce dernier, créé en 2003 à l'initiative d'ONG dont le WWF, regroupe plus de 1 100 projets certifiés dans 70 pays.

L'objectif est double : donner accès à ces producteurs à des sources de financement (crédits carbone) et réduire l'empreinte carbone. La composition de l'alimentation ou les équipements bas-carbone (efficacité énergétique) font partie des actions retenues. Ce dispositif est actuellement en cours d'expérimentation au Kenya : « la méthodologie fait partie des efforts du pays visant à intensifier de manière durable son industrie laitière, et ce, dans le cadre du plan d'action national sur la climat ».

Sources : *EurActiv*

<http://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/la-fao-ouvre-la-finance-carbone-au-secteur-laitier/>

Gold Standard

<http://www.goldstandard.org/>

Evolution récente de la concentration atmosphérique en CO₂ et puits de la biosphère terrestre

Une publication dans *Nature Communications* met en évidence, sur la période 2002-2014, un ralentissement de la croissance annuelle de la concentration en CO₂ atmosphérique, dans un contexte où les émissions anthropiques augmentent. Si les mécanismes sous-jacents ne sont pas encore bien compris, les auteurs attribuent ce phénomène à un plus grand stockage de carbone par la biosphère terrestre (accumulation nette de l'effet des changements d'usage des terres), en particulier sous les effets de l'augmentation du CO₂ sur le développement de la végétation (« effet fertilisation ») et d'une baisse de la respiration globale (moindre augmentation de la température). Dans la partie « discussion » de l'article, les auteurs rappellent que ce ralentissement est probablement temporaire.

Source : *Nature Communications*

<http://www.nature.com/articles/ncomms13428>

Un système innovant de gestion des phytosanitaires pour la protection des travailleurs agricoles et des riverains

La start-up française Deaverde lance [Notiphy](#), un système connecté d'enregistrement et de notification des traitements phytosanitaires pour le secteur viticole, développé en partenariat avec le CNRS et l'université de Bourgogne. Le boîtier NotiPhy, implanté en bout de parcelle, peut être activé au moment des traitements, pré-enregistrés dans le logiciel en ligne. Le système permet ensuite de diffuser une information sur mesure à une liste d'abonnés, pour gérer les délais de ré-entrée dans la parcelle. Il assure aussi la mise à disposition de l'information pour les riverains, voire pour les promeneurs occasionnels, sur le boîtier lui-même (émettant un signal lumineux et équipé d'un écran) et par Internet. L'intérêt de cette innovation est à mettre en relation avec un récent [rapport publié par l'Anses sur les expositions professionnelles aux pesticides](#), qui pointait la question de la gestion des ré-entrées dans les parcelles traitées, et la nécessité d'une meilleure production d'informations sur les pratiques en exploitation.

Source : *Vitisphere*

<http://www.vitisphere.com/actualite-84132-La-Notiphy-box-nouveau-boitier-pour-alerter-du-delai-de-reentree-apres-traitement.htm>

Les sociologues et le périurbain

La *Revue française de sociologie* publie un numéro consacré aux territoires périurbains. Une revue de littérature pointe les limites de l'apport des sociologues, tardif par rapport à celui des démographes et des géographes. Les travaux menés depuis les années 2000, non dénués d'aspects polémiques, mettent toutefois « en exergue qu'il s'agit d'un espace diversifié et non homogène », d'un « territoire pluriel et ouvert socialement et non intrinsèquement fermé », « en relation étroite tant avec la centralité qu'avec le monde rural » et animé par des « pratiques innovantes », par exemple en matières de gouvernance, d'aménagement ou encore d'agriculture biologique et solidaire.

Signalons deux autres articles : l'un, consacré à la quantification et aux approches statistiques, aboutit à relativiser « l'idée répandue d'une "explosion" du périurbain » ; l'autre, qui s'intéresse aux règles locales et aux décisions d'urbanisme, rappelle certains facteurs – notamment la « forte proximité entre producteurs et usagers de la règle » – qui font de l'étalement urbain une tendance lourde.

Source : *Revue française de sociologie*

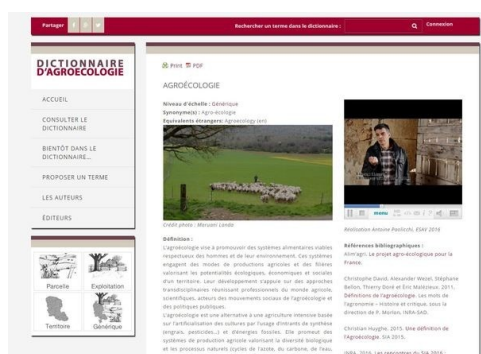
<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2016-4.htm>

Un dictionnaire participatif pour clarifier les notions de l'agroécologie

Qu'est-ce que l'agroécologie ? Qu'est-ce qui en relève ou pas ? Quelles sont les pratiques qui peuvent s'en recommander ? Issu d'un travail imposant de croisement de références scientifiques, réglementaires, administratives et associatives, ce [dictionnaire d'agroécologie](#) propose des définitions validées (rédigées par des experts, puis mises en débat dans la communauté scientifique) sur les principaux concepts couverts par ce domaine. Plus de 300 termes ont ainsi été identifiés à ce stade, et sont consultables selon quatre niveaux d'observation : la parcelle, l'exploitation, le territoire ou générique.

Adossé à un projet scientifique porté par l'Inra, le dictionnaire est participatif et évolutif : chacun peut ainsi contribuer à la construction d'un savoir partagé dans un domaine au contour flou, et souvent sujet à controverse. Il se veut ressource pédagogique pour un large public.

Entrée « Agroécologie »



Source : dicoagroecologie.fr

Source : Inra

<http://www.sad.inra.fr/Toutes-les-actualites/dictionnaire-agroecologie>

Utilisation des terres dans les petites exploitations en Indonésie

Une association d'une quarantaine de chercheurs s'est intéressée à l'évolution de l'utilisation des terres sur les 20 dernières années dans la région de Jambi en Indonésie. L'originalité de ce travail, selon ses auteurs, est qu'il se concentre sur les petits propriétaires (2,5 ha en valeur médiane). S'appuyant sur des données collectées auprès de 464 ménages dans 45 villages, cet article montre que les choix s'orientent vers la production d'huile de palme et les plantations de caoutchouc, plus rentables, au détriment des forêts ou des systèmes agroforestiers hétérologes. Il conclut à un impact des plantations de caoutchouc et des productions pour l'huile de palme sur l'environnement, mesuré à travers divers indicateurs (diversité des espèces arboricoles endémiques, absence d'espèces invasives, stock de carbone); la fertilisation azotée est particulièrement en jeu pour l'huile de palme.

Source : *Nature Communications*

<http://www.nature.com/articles/ncomms13137>

La résilience des exploitations de taille moyenne aux États-Unis

D'après une publication récente de l'United States Department of Agriculture (USDA), les exploitations américaines de taille moyenne (dont le produit brut agricole est compris entre 350 000 \$ et 999 999 \$ constants par an) constituent, en 2014, 6 % du total des exploitations et participent pour 21 % à la production agricole nationale. Le rôle central qu'elles jouent dans la dynamique des structures, aux États-Unis, a conduit l'USDA à s'intéresser de plus près à leurs évolutions sur plus de 20 ans, période durant laquelle les politiques agricoles ont fortement varié.

Au-delà de la valorisation des recensements et des enquêtes sur l'économie des structures agricoles, l'étude se focalise sur la caractérisation des entrées et sorties de la catégorie, et sur les transitions. Les auteurs ont ainsi tenté d'identifier des facteurs clés pour expliquer l'aptitude à survivre des exploitations : l'âge des exploitants, l'ancienneté dans la profession, le type de productions, la zone géographique, le mode de propriété, les paiements directs publics perçus, etc.

Source : USDA

<https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/err219/err-219.pdf>

Lancement d'un observatoire citoyen des risques naturels

Mi-novembre, le BRGM a annoncé le lancement, en partenariat avec l'université de technologie de Troyes et avec le soutien de la Fondation MAIF, d'un projet d'« observatoire citoyen des risques naturels ». Via une plateforme web, l'objectif est d'exploiter, immédiatement après une catastrophe naturelle, les « témoignages émis sur les réseaux sociaux (Twitter dans un premier temps) ». Cela permettrait de mobiliser des informations pour « tenter de construire une représentation réaliste de la situation », phase critique après la survenue de catastrophes naturelles.

Source : BRGM

<http://www.brgm.fr/projet/observatoire-citoyen-risques-naturels-collecter-informer-prevenir-grace-reseaux-sociaux>

Décider dans l'incertitude : la recherche apporte sa contribution

Faut-il présenter les résultats scientifiques avec l'incertitude qui les accompagne ? Ou, au contraire, cette transparence décrédibilise-t-elle l'état des connaissances et réduit-elle leur contribution à l'aide à la décision, notamment politique ? Ces questions ont été au cœur d'une grande partie des débats lors du [colloque « Quelles nouvelles approches de l'incertitude pour la gestion des forêts et de leur biodiversité ? »](#), organisé le 16 novembre dernier par le GIP Ecofor.

Face aux controverses, mais également à la demande accrue de transparence du grand public, les chercheurs construisent des guides de bonnes pratiques visant à accompagner cette évolution, sans pour autant brouiller les messages. On notera tout particulièrement l'[analyse récemment publiée](#) par l'*Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services* (IPBES), sur l'utilisation des modèles et l'élaboration de scénarios en appui à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques environnementales, ainsi que le [guide de l'Anses](#) sur le traitement de l'incertitude dans les processus d'évaluation des risques sanitaires.

Sources : GIP Ecofor

docs.gip-ecofor.org/public/bgf/BGF_20161116_programme_Incertitudes.pdf

IPBES

www.ipbes.net/sites/default/files/downloads/pdf/Deliverable%203c%20Individual%20chapters%203%20Oct.pdf

Anses

<https://www.anses.fr/fr/system/files/SUBCHIM2009SA0331Ra-113.pdf>

Publication de l'IDDRI sur la gouvernance alimentaire mondiale

Un rapport de l'IDDRI a été publié en octobre 2016 afin de situer les réformes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) dans le contexte plus large d'évolution du dialogue international sur la sécurité alimentaire. La question de la sécurité alimentaire est en effet traitée par plusieurs instances multilatérales (notamment G8/G20, OMC et les discussions sur les Objectifs de développement durable – ODD – de l'ONU), ainsi que dans différents groupes de travail incluant des organismes et chercheurs variés. Selon l'IDDRI, cet éclatement ne permettrait pas une discussion appropriée sur le sujet et générerait une multitude de normes et règles, parfois conflictuelles. En conséquence, les auteurs appellent l'Union européenne à réaffirmer le rôle du CSA comme organe de référence permettant l'inclusion de toutes les parties prenantes et la définition d'un cadre structurel pour les enjeux relatifs à la sécurité alimentaire.

Source : IDDRI

http://www.iddri.org/Publications/Collections/Syntheses/PB0716_PMA%20et%20al_global_governance_FNS.doc.pdf

Le coût de l'antibiorésistance mis en avant lors de la semaine « antibiorésistances » 2016

Depuis 2012, la troisième semaine de novembre est consacrée à la lutte contre les antibiorésistances. L'édition 2016 a été l'occasion de présenter divers résultats scientifiques, en particulier en matière d'évaluation du coût de l'antibiorésistance, avec par exemple l'étude [Burden BMR](#) publiée en 2015 par l'Institut de veille sanitaire. Par ailleurs, à l'occasion d'un colloque organisé par l'Anses (voir à ce sujet un [autre billet](#) sur ce blog), la représentante de la FAO a signalé le lourd tribut que pourraient payer les États du sud. Elle s'est en particulier appuyé sur le [rapport](#) de l'économiste britannique [Jim O'Neill](#), publié en 2016, anticipant d'ici 2050 la mort de 10 millions de personnes par an des suites de l'antibiorésistance, dont 9 millions dans les pays du sud. Ce même rapport donne des pistes pour diminuer l'impact de l'élevage sur les antibiorésistances. L'auteur estime que l'utilisation d'antibiotiques en élevage est à l'origine d'une grande partie des molécules diffusées dans le milieu extérieur, *via* le fumier notamment. Le Danemark, qui réussit à concilier production animale intensive (en filière porcine surtout) et consommation antibiotique maîtrisée, est cité en exemple.

Sources : Anses

<https://www.anses.fr/fr/content/antibior%C3%A9sistance-en-sant%C3%A9-animale-et-dans-l'environnement>

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

<http://social-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/maitrise-de-l-antibioresistance-lancement-d-un-programme-interministeriel>

Gestion des émissions d'ammoniac en bâtiment d'élevage

Une publication de l'IIASA s'intéresse aux pratiques dans les bâtiments, et leur combinaison, pour réduire les émissions d'ammoniac des élevages bovins lait : raclage des sols, type de sols, évacuation du fumier avec de l'eau, acidification du fumier en bâtiment. Les auteurs estiment le potentiel technique d'atténuation entre 17 et 50 %. Ils soulignent également que le modèle est utilisé pour conseiller le gouvernement flamand.

Source : *Science of The Total Environment*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0048969716319970>

Des dispositifs fiscaux en faveur de la forêt et de l'agriculture biologique cohérents mais difficiles à quantifier

La Cour des comptes française a récemment publié une enquête sur les dispositifs fiscaux susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. Ce travail identifie plusieurs faiblesses : incohérence des mesures prises dans leur globalité (certaines venant compenser l'impact négatif d'autres), affaiblissement du suivi et de l'évaluation au cours des quinze dernières années, multiples difficultés méthodologiques. À noter toutefois le satisfecit (au risque de saupoudrage près) des interventions en faveur de la forêt et de l'agriculture biologique, qui convergent positivement, même si leurs effets sont peu ou pas quantifiés.

Source : Cour des comptes

<https://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/L-efficiency-des-depenses-fiscales-relatives-au-developpement-durable>

Frontières symboliques entre espèces : prénoms de chiens et prénoms des humains

Les *Annales de démographie historique* publient un article de Baptiste Coulmont (université Paris 8) basé sur des informations individuelles concernant un peu plus de 10 millions de chiens nés entre 1970 et 2012. Par exemple, le palmarès des prénoms voit Maya et Lola remplacer, au cours des années 2000, Tina et Chipie.

Les frontières sociales et symboliques entre espèces sont plus complexes qu'on ne pourrait le croire. L'auteur montre ainsi que « dans de très nombreux cas », les noms « donnés aux chiens et aux humains sont similaires, et quand les chiens reçoivent des prénoms humains, ils sont à la mode chez les chiens avant de l'être chez les humains ».

Source : *Annales de démographie historique*

<https://www.cairn.info/revue-Annales-de-demographie-historique-2016-1-page-151.htm>

Changement climatique dans la région méditerranéenne

Un ouvrage rédigé sous l'égide d'AllEnvi et publié dans le cadre de la COP22 répertorie les impacts du changement climatique sur la région méditerranéenne et les pistes d'adaptation.

Source : Irstea

<http://www.irstea.fr/toutes-les-actualites/actualites-de-linstitut/cop22-mediterranee-changement-climatique>

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- 15-16 décembre 2016, Paris

Colloque international « Les mondes de la philanthropie – XIX^e-XXI^e siècles »

<http://calenda.org/378416>

- 16 décembre 2016, Paris

Journée de communication et de discussion de travaux récents sur le thème « Territorialisation des systèmes de production », organisée par le département SAE2 de l'Inra

<http://www.sae2.inra.fr/Evenements/16-decembre-Journee-du-departement-SAE2>

- 17 janvier 2017, Rennes

Journée « Comment améliorer la qualité technologique des viandes issues de la filière porcine française ? », organisée par l'IFIP et l'Inra

<http://www.ifip.asso.fr/fr/content/journ%C3%A9e-quizz-%C2%AB-comment-am%C3%A9liorer-la-qualit%C3%A9-technologique-des-viandes-issues-de-la-fili%C3%A8re>

- 26 janvier 2017, Paris

Rendez-vous du PIPAME sur le thème « Fabrication additive : des développements d'avenir »

<http://www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/fabrication-additive-des-developpements-d-avenir>

- 30 janvier 2017, Marseille
Salon Millésime BIO, organisé par Sudvinbio
<https://www.millesime-bio.com/>

- 31 janvier - 1^{er} février 2017, La Défense
3^e colloque de l'AHPNE sur le thème « Sales bêtes ! Mauvaises herbes ! "Nuisibles", une notion en débat »
<http://ahpne.espaces-naturels.fr/spip.php?article371>

- 3 février 2017, Montpellier
6^e colloque international sur le thème « Plaisir en alimentation », organisé par la chaire Unesco « Alimentations du monde »
www.chaireunesco-adm.com/?lang=fr

- 22 février 2017, Paris
Colloque « La chimie et les sens », organisé par la Fondation de la Maison de la Chimie
<http://actions.maisondelachimie.com/index-p-colloque-i-34.html>

- 23-24 février 2017, Paris
Colloque organisé par la Fondation France-Japon de l'EHESS sur le thème « Les échelles de l'alimentation entre Asie et Europe : Connexions, syncrétismes, fusions »
<http://ffj.ehess.fr/20170223.html>